

Le budget—M. Benjamin

Je crois que c'est là ce que mon honorable ami ne comprend pas. On ne peut pas s'attendre à ce qu'un secteur de l'économie canadienne, les producteurs de grain ou les producteurs de fer, par exemple, concurrence seul les Trésors des autres pays. C'est impossible. C'est économiquement stupide. Nos producteurs de grain sont diablement compétents et produisent le meilleur grain au monde. Ils ne craignent pas une concurrence loyale et équitable. Toutefois, s'il leur faut concurrencer les Trésors des États-Unis et des pays de la CEE, il est temps que le gouvernement intervienne. Voilà ce que nous voulons faire valoir. Lorsque la situation sera la même pour tous, ils ne demanderont rien.

Je ne suis pas le seul à avoir peur. Une foule de céréaliculteurs sont effrayés, comme l'honorable ministre de l'Agriculture l'a découvert, il y a quelques jours à peine.

M. Hamilton: Monsieur le Président, le député a parfaitement raison. Ils demandaient 10c. à 20c. de plus le boisseau, mais qui allait les leur accorder? Le gouvernement, ce qui revient à une subvention. Aussi, la situation est exactement la même aujourd'hui. Il y a tellement de monde qui a besoin de céréales et de toutes sortes de choses que nous n'avons nul besoin de nous refermer sur nous-mêmes pour nous protéger. On en a la preuve éclatante en Europe où les agriculteurs sont subventionnés à un point tel qu'ils en sont les plus malheureux au monde. Vous pensez avoir des problèmes dans l'ouest du Canada? Aller voir en France les camions qui tapissent les routes de blé à \$12 le boisseau. Pourquoi les agriculteurs français sont-ils malheureux? C'est facile à découvrir lorsqu'on s'entretient un peu avec eux. Ils se mettent à dépenser follement et leurs frais montent. Les frais de production sont le plus gros problème des agriculteurs à l'heure actuelle. Ce que je voulais faire remarquer dans le corps de mon allocution, c'est que nous devons surtout tâcher de nous attaquer à l'élément principal de ces coûts, c'est-à-dire aux taux d'intérêt. Les taux d'intérêt sont 10 ou 20 fois plus importants quand on parle d'accorder une subvention aux agriculteurs. Si vous exposez honnêtement la situation aux agriculteurs, qui sont de très honnêtes gens, je sais quelle sera la réponse.

● (1600)

M. Benjamin: Monsieur le Président, je m'accorde à dire avec mon honorable collègue que les coûts de production ont constitué un problème important, qu'il s'agisse des taux d'intérêt, des engrais, des insecticides ou des carburants agricoles. Si le gouvernement veut que son budget soit vraiment utile, il abolira toutes les taxes d'accise et taxes directes et indirectes sur les carburants agricoles; il abolira toutes les taxes fédérales sur les autres coûts de production, qu'il s'agisse des engrais ou des insecticides; il mettra immédiatement en œuvre la vente et la distribution des produits chimiques agricoles génériques et en réduira les prix au moins de moitié. Si mon honorable collègue veut proposer à cet effet des amendements au comité des finances, du commerce et des questions économiques ou à la Chambre en comité plénier, mes collègues et moi serons très heureux de l'appuyer, je crois bien. Beaucoup d'autres députés de tous les partis à la Chambre en seront très heureux également. S'il peut persuader le ministre des Finances de donner suite aux préoccupations qu'il vient d'exposer, je vais certainement l'applaudir, ainsi que le ministre. Je serai le premier à le faire.

Le président suppléant (M. Charest): Le débat se poursuit.

M. Penner: Merci, monsieur le Président. Puisque...

Le président suppléant (M. Charest): Si le député de Cochrane-Supérieur (M. Penner) n'y voit pas d'objection, je crois que la parole revient d'abord au député de Huron-Bruce (M. Cardiff). Du consentement unanime, peut-on revenir d'abord au député de Huron-Bruce pour ensuite céder la parole au député de Cochrane-Supérieur?

M. Penner: Le président donne ses ordres.

Le président suppléant (M. Charest): Du consentement unanime, la parole est au député de Huron-Bruce.

M. Murray Cardiff (Huron-Bruce): Je vous remercie, monsieur le Président, de même que mon collègue de l'opposition, de me céder la parole. Je suis très heureux de parler de ce budget. Les agriculteurs, comme tous les Canadiens, d'ailleurs, l'attendaient impatiemment. Je ne pense pas qu'ils aient été déçus. Il aurait été très difficile, bien sûr, de plaire à chacun. Mais nous avons beaucoup fait afin de répondre à certains besoins, et nous allons tâcher de les satisfaire tous éventuellement.

Je voudrais donner lecture d'un article paru dans le *Free Press* de London à propos du trésorier de l'Ontario, Robert Nixon. Voici:

Le trésorier de l'Ontario, M. Robert Nixon, a déclaré qu'il était d'accord avec les buts et objectifs du budget fédéral, mais qu'il devrait attendre pour voir si les diverses initiatives financières du ministre des Finances, M. Michael Wilson, permettront d'atteindre les résultats recherchés.

«Franchement, j'espère, comme lui, que les mesures annoncées donneront ce qu'il en attend—c'est-à-dire une baisse des taux d'intérêt, une diminution du chômage et une croissance réelle», a déclaré Nixon aux journalistes après avoir écouté l'exposé budgétaire Wilson.

Il n'a pas voulu dire, malgré l'insistance des journalistes, si le budget était bon ou mauvais pour l'Ontario, mais sa première réaction aux initiatives de Wilson était en gros favorable.

Il a critiqué les politiques fédérales qui, au cours des derniers mois, ont fait monter les taux d'intérêt à 13 p. 100, ce qui, selon lui, a freiné l'économie de la province.

«Nous espérons que les taux d'intérêt reviendront, dans les prochains jours, à 10 p. 100», a dit Nixon aux journalistes.

En dépit des augmentations d'impôts répétées, au fédéral et au provincial, Nixon n'a pu promettre que son prochain budget, au début de mai, n'arracherait pas lui aussi quelques dollars de plus aux contribuables.

L'article continue ainsi:

Bien qu'il soit d'accord avec certains des objectifs de Wilson, Nixon craint que Toronto et Ottawa ne créent des programmes qui se chevauchent et des bureaucraties qui fassent double emploi. Ainsi, un nouveau programme fédéral destiné à aider les producteurs de tabac à se lancer dans d'autres cultures est «bien intentionné», mais similaire à l'assistance provinciale.

C'est un domaine où nous devons être prudents. Nous ne voulons pas offrir des services que le gouvernement provincial assure déjà. Étant donné la situation du secteur du tabac en Ontario il nous est plus facile d'aider ce secteur à surmonter ses difficultés.

On a demandé aux Canadiens, dans le budget, de faire preuve de compréhension et d'accepter les restrictions afin de réduire le déficit. Les dispositions budgétaires font même davantage pour les agriculteurs. Ces derniers ont subi de durs contrecoups depuis quelques années. Je pense que cela est dû en bonne partie au coût élevé du loyer de l'argent. Non seulement les agriculteurs, mais tous les Canadiens ont été éprouvés du fait des taux d'intérêt élevés. Au contraire d'autres de leurs concitoyens, par exemple les propriétaires de maison qui devaient contracter un gros emprunt assorti de taux d'intérêt flottants, ce qui leur enlevait tout contrôle sur